

La coercition occidentale, la complicité européenne et l'ordre géopolitique en mutation

Par Frank , 2 octobre 2026

La coercition occidentale, la complicité européenne et l'ordre géopolitique en mutation



Par Frank Dumon

Dans le grand théâtre de la géopolitique mondiale, nous assistons actuellement aux actes finaux et tumultueux d'un ordre mondial unipolaire. L'architecture de l'hégémonie occidentale, longtemps maintenue par une combinaison de domination financière, d'intimidation militaire et d'application sélective du droit international, se fracture sous le poids de ses propres contradictions. Pour comprendre la trajectoire du XXI^e siècle, il faut regarder au-delà des communiqués de presse aseptisés des capitales occidentales et examiner les réalités brutes et non filtrées sur le terrain. Deux développements géopolitiques apparemment distincts — la posture escalatoire et autodestructrice en Ukraine et le retrait stratégique silencieux des États-Unis d'Irak — révèlent une vérité singulière et englobante : l'ère de la coercition touche à sa fin, et le Sud global, aux côtés des puissances eurasiennes renaissantes, réécrit les règles de l'engagement.

Cette analyse s'appuie sur de nombreux discours critiques récents, notamment les enseignements tirés de l'émission [Judging Freedom](#), ainsi que sur des évaluations stratégiques concernant le retrait militaire américain d'Irak. En synthétisant ces perspectives, nous pouvons mettre en lumière la profonde déconnexion entre les

illusions occidentales de contrôle et les réalités immuables de la diplomatie multipolaire.



al actuel

Pour comprendre les frictions

géopolitiques actuelles, il faut d'abord saisir la perspective russe sur le système international moderne. Comme cela a été récemment exprimé dans les cercles diplomatiques et analytiques de haut niveau, il existe à Moscou une animosité profonde et ancrée — non seulement envers les États-Unis, mais envers l'ensemble du cadre de l'ordre mondial actuel. Le constat est sans appel : le système est fondamentalement brisé. Le système juridique est considéré comme des « ordures ». Les Nations Unies sont mises au rebut. Les normes de comportement civilisé et de diplomatie internationale ont été écartées.

Ce n'est pas une simple propagande ; c'est une observation de la réalité empirique. Pendant des décennies, les États-Unis ont utilisé les institutions internationales non pas comme des arbitres neutres de la paix mondiale, mais comme des instruments pour préserver leur propre primauté financière et politique. Lorsque les règles de l'Organisation mondiale du commerce, du Conseil de sécurité de l'ONU ou des systèmes financiers internationaux ne servent plus les intérêts immédiats de Washington, elles sont contournées, sanctionnées ou purement et simplement ignorées. L'armeisation du dollar américain et l'application extraterritoriale du droit américain ont démontré au monde entier que l'« ordre international fondé sur des règles » est, dans la pratique, un « ordre fondé sur des règles *américaines* ».

Par conséquent, l'objectif premier de la Russie, et de plus en plus de la Chine et d'autres nations souveraines, n'est pas nécessairement de détruire les États-Unis,

mais de les forcer à revenir à la table des négociations. Le but est de rétablir une véritable diplomatie — un système fondé sur le respect mutuel, la reconnaissance des intérêts légitimes en matière de sécurité et la compréhension de ce qui fait « vibrer » les autres nations. Tant que les États-Unis s'en tiendront exclusivement à des moyens coercitifs — sanctions financières coercitives, langage coercitif et postures militaires coercitives —, le monde se dirigera vers un conflit plus vaste et plus catastrophique. Le refus de s'engager dans une diplomatie symétrique constitue le plus grand danger pour la stabilité mondiale.

La soif d'escalade de l'Europe

Alors que la Russie reste théoriquement ouverte à des issues diplomatiques avec les États-Unis, son exaspération à l'égard de l'Europe a atteint un point d'ébullition. Cette dynamique est cruciale pour que les citoyens européens la comprennent. L'animosité est plus grande envers l'Europe parce que les dirigeants européens ont abdiqué leur rôle d'acteurs géopolitiques indépendants, choisissant plutôt de devenir des accélérateurs d'un conflit qui ne sert pas leurs intérêts nationaux.



Il y a une palpable « soif d'escalade » dans certaines capitales européennes. Malgré les échecs évidents des stratégies précédentes, les promesses se succèdent de fournir à l'Ukraine des missiles à plus longue portée et à ogives plus lourdes. La logique sous-jacente est profondément erronée et déconnectée de la réalité. Les récentes escalades, y compris les frappes visant des plages et des hôtels, ou les tentatives de perturber les processus politiques et électoraux, révèlent une stratégie désespérée. L'hypothèse occidentale sous-jacente semble être que si l'on pousse suffisamment fort, inflige suffisamment de souffrances et menace suffisamment d'escalade, Vladimir Poutine capitulera simplement et acceptera un cessez-le-feu selon les termes occidentaux.

C'est une erreur de calcul profonde. Comme les dirigeants russes l'ont indiqué de manière catégorique, il n'y aura aucun cessez-le-feu dans des conditions de coercition ou d'humiliation. Croire qu'un État doté de l'arme nucléaire, disposant d'une immense profondeur stratégique et d'une économie résiliente, s'effondrera

sous la pression de quelques missiles occidentaux supplémentaires est une illusion dangereuse. C'est une illusion née de l'hubris, rappelant les interventions occidentales passées dans le Sud global — telles que la guerre du Vietnam, un conflit que j'ai longuement étudié — où la supériorité technologique et militaire a été confondue à tort avec une victoire politique inévitable. En suivant aveuglément cette voie, l'Europe ne fait pas que prolonger les souffrances du peuple ukrainien ; elle démantèle activement sa propre prospérité économique et son architecture de sécurité.

Le retrait silencieux : le départ des États-Unis d'Irak

Alors que l'Europe danse au rythme de l'escalade en Europe de l'Est, un changement différent et plus profond se produit au Moyen-Orient. Le retrait final des forces de la coalition dirigée par les États-Unis d'Irak, achevé autour du 30 septembre, représente un avantage stratégique majeur pour l'Iran. Ce développement est empreint d'ironie et met en lumière les angles morts catastrophiques de la politique



La date du retrait était symboliquement

significative, car c'était également la date limite à laquelle le gouvernement de Bagdad s'était engagé à placer de nombreuses milices puissantes soutenues par l'Iran sous le contrôle formel de l'État. Il est désormais évident que cette échéance sera manquée. De fait, au moment précis où Washington mène une coûteuse campagne multi-fronts destinée à affaiblir l'Iran militairement et économiquement, il réduit simultanément sa présence militaire dans le pays qui a probablement fourni à Téhéran son plus grand gain stratégique de l'ère post-Saddam.

L'Irak possède de puissants instincts nationalistes. Depuis deux décennies, Bagdad a tenté à plusieurs reprises d'équilibrer l'influence américaine et iranienne, s'efforçant de tracer une voie indépendante. Cependant, le retrait américain retire un contre-poids critique, bien que imparfait. Ce vide laisse à Téhéran un degré sans précédent d'emprise sur les affaires politiques et économiques irakiennes. La tragédie pour Washington est que Téhéran n'a pas créé seul les conditions de cette domination ; il

a bénéficié d'une aide considérable de la part des États-Unis.

L'architecture de l'influence iranienne

Pour comprendre la profondeur de l'enracinement de l'Iran en Irak, il faut abandonner l'idée que cette influence est soudainement apparue après l'invasion de 2003 menée par les États-Unis. À l'instar des États-Unis, Téhéran a passé des décennies à cultiver les mouvements d'opposition irakiens pendant le régime brutal de Saddam Hussein. Des organisations telles que le Parti islamique Dawa et le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak ont été nourries en exil.



ir énorme au sein de l'État irakien.

L'exemple le plus puissant de cela est

peut-être l'Organisation Badr. Créée en Iran dans les années 1980 et soutenue par le Corps des Gardiens de la Révolution Islamique (IRGC), les combattants de Badr ont combattu aux côtés de l'Iran pendant la guerre Iran-Irak. Lorsque Saddam Hussein a été renversé en 2003, ces organisations profondément enracinées possédaient quelque chose dont les forces américaines envahisseuses étaient totalement dépourvues : des liens directs, intimes et de confiance avec de puissants réseaux armés locaux. Au retour de ces groupes exilés pour façonner le nouvel État irakien, leurs connexions ont été transformées de manière transparente en pouvoir institutionnel.

Des milliers de combattants de Badr sont rentrés, transformant l'organisation d'une milice exilée en un acteur politique et sécuritaire majeur. L'Iran a systématiquement cultivé des relations à travers les partis politiques, les ministères gouvernementaux, les réseaux religieux et les groupes armés. Cette expansion a été facilitée par le système politique profondément vicié qui a émergé après le processus constitutionnel précipité de 2005. Connu sous le nom de système *muhasasa* (quotas), il divisait le contrôle des institutions étatiques selon des lignes ethniques et religieuses rigides. Cette fragmentation sectaire a fracturé l'identité nationale irakienne, offrant un terrain fertile à l'Iran pour étendre ses réseaux transnationaux directement au cœur du gouvernement irakien.

L'ascension de l'État islamique (EI) en 2014 a encore joué en faveur de l'Iran. Face à une menace existentielle, Bagdad a reçu une assistance militaire directe de Téhéran. Des milliers de soldats iraniens, sous le commandement du légendaire Qassem Soleimani, sont arrivés pour organiser la défense de la capitale. Parallèlement, les *al-Hashd al-Shaabi* (Forces de mobilisation populaire, ou PMF) ont été formées. Bien qu'ostensiblement intégrées dans l'architecture de sécurité formelle de l'Irak en 2016, nombre de leurs factions les plus puissantes ont conservé des relations opérationnelles étroites avec Téhéran, développant leurs propres intérêts politiques et économiques autonomes.

L'Iran a ainsi tissé une toile complexe et superposée de relations politiques, militaires et économiques. Certaines opèrent en dehors de l'État, tandis que d'autres sont profondément intégrées en son sein. Cela explique pourquoi l'influence iranienne est si résiliente : retirer un seul chef de milice, politicien ou entité commerciale ne suffit pas à démanteler le réseau plus large et profondément enraciné.

La bouée de sauvetage économique et l'échec des sanctions

L'influence politique et militaire ne constitue que la moitié de l'histoire ; elle est renforcée par une intégration économique profonde. L'Iran et l'Irak partagent une frontière étendue, facilitant des flux substantiels de biens, d'énergie, de pèlerins et de commerce. Pendant des années, l'Irak a été un marché majeur pour les exportations iraniennes et a dépendu fortement de l'Iran pour le gaz naturel et l'électricité. Ces connexions économiques organiques sont quelque chose que les sanctions externes peuvent compliquer, mais jamais facilement rompre.

Ces liens sont devenus de plus en plus vitaux alors que l'Iran faisait face à un isolement international croissant. Comme je l'ai noté dans des analyses antérieures de l'économie régionale, l'Irak est effectivement devenu la « vache à lait » de l'Iran. Il fournit à Téhéran des marchés, des revenus et des voies financières par lesquels les effets écrasants de la pression externe occidentale peuvent être atténués et absorbés.

Les autorités américaines ont tenté de fermer ces canaux, sanctionnant des individus et des entreprises irakiens accusés de faciliter les ventes de pétrole profitant à l'Iran et aux milices soutenues par l'Iran. Cependant, cela représente un problème stratégique massif pour Washington. Les États-Unis peuvent sanctionner les banques iraniennes, cibler les exportations mondiales de pétrole et perturber les réseaux financiers formels. Mais tant que Téhéran conserve un accès structurel profond à l'économie politique irakienne, une voie importante pour absorber la pression externe reste grandement ouverte.

Le retrait américain n'accorde pas automatiquement à l'Iran un contrôle économique total, mais il supprime une source significative de levier américain précisément au moment où Washington tente de mettre la pression maximale sur Téhéran. Téhéran n'a pas besoin de contrôler Bagdad directement ; il lui suffit de conserver une influence suffisante pour préserver les réseaux qui agissent comme une soupape de sécurité contre l'isolement.

De plus, l'Iran continue de bénéficier de la nature centralisée de l'économie irakienne. Selon les dernières estimations du Fonds Monétaire International (FMI), le secteur public contrôle environ 40 % des emplois en Irak. Le FMI a maintes fois averti que cela étouffe la croissance du secteur privé, mais les conséquences politiques sont encore plus significatives. Les factions politiques qui contrôlent les ministères et les institutions étatiques acquièrent une influence directe sur les emplois, les contrats et les ressources. Cela crée un robuste système de clientélisme qui renforce la loyauté politique. Parce que nombre de ces factions doivent leur allégeance ultime à Téhéran, l'appareil d'État irakien lui-même devient un outil d'endurance stratégique iranienne.



Ce système s'étend au-delà des partis strictement alignés sur l'Iran, mais ces derniers en ont bénéficié de manière disproportionnée. Une économie privée compétitive et dynamique affaiblirait la capacité des réseaux politiques iraniens à transformer le contrôle de l'État en dépendance politique. Un diplômé universitaire qui peut construire une carrière sans connexions partisans, ou un entrepreneur qui peut prospérer sans clientélisme, est intrinsèquement plus indépendant politiquement. Par conséquent, la réforme économique en Irak n'est pas seulement une question de prospérité ; c'est une lutte fondamentale sur l'emplacement du

pouvoir politique. Si le retrait américain donne à Téhéran plus de marge pour exploiter ces réseaux de clientélisme, Washington risque de renforcer activement la capacité de son adversaire à survivre et à prospérer.

Synthèse : La vision Jakobijn sur une réalité multipolaire

Lorsque nous plaçons ces deux récits côte à côte — l'escalade frénétique en Europe et la perte silencieuse de levier au Moyen-Orient — un schéma clair émerge. Les États-Unis tentent de maintenir leur primauté mondiale par une stratégie de surextension et de coercition, tandis que leurs alliés européens subordonnent leur intérêt national à la volonté d'un hégémon américain qui ne défaille pas.



La « soif d'escalade » en Ukraine n'est pas

un signe de force ; c'est un symptôme de faillite stratégique. C'est l'agitation convulsive d'un hégémon qui ne sait plus mener de diplomatie, comptant plutôt sur l'instrument contondant de l'aide militaire pour forcer des résultats diplomatiquement inatteignables. La complicité de l'Europe dans cette démarche est une trahison tragique de ses propres citoyens, sacrifiant la stabilité économique et la paix sur l'autel de l'ambition géopolitique américaine.

Simultanément, la situation en Irak démontre les limites du pouvoir occidental. Des décennies d'intervention militaire, de changement de régime et de sanctions économiques n'ont pas réussi à produire un État docile et pro-occidental. Au contraire, elles ont créé exactement les conditions nécessaires à l'enracinement d'une structure de pouvoir résiliente, indigène et alignée sur l'Iran. L'incapacité de l'Occident à comprendre les courants historiques, religieux et sociaux profonds du Moyen-Orient a abouti à une prophétie autoréalisatrice de diminution de l'influence.

Pour le Sud global, y compris les nations d'Asie du Sud-Est comme le Vietnam, ces développements servent de validation éclatante de leurs propres expériences historiques. Les nations qui ont enduré le gros de la coercition militaire et économique occidentale comprennent que la véritable souveraineté ne peut être accordée par un hégémon ; elle doit être forgée par la résilience, la patience stratégique et la culture de partenariats diversifiés et multipolaires. Le monde

s'éloigne des « ordures » unipolaires d'un ordre coercitif vers une réalité plus complexe et négociée.



La voie à suivre ne consiste pas à envoyer davantage de missiles en Europe ni à imposer davantage de sanctions au Moyen-Orient. Elle réside dans le travail difficile et humble de la diplomatie. Elle exige que les États-Unis et leurs alliés européens abandonnent l'illusion de la primauté et apprennent à coexister avec d'autres centres de pouvoir — la Chine, la Russie, l'Iran et le Sud global en ascension — sur la base du respect mutuel et de la sécurité partagée. Tant que ce changement de paradigme ne se produira pas, le prix de cette illusion continuera d'être payé en sang, en ruine économique et en érosion accrue des très mêmes « normes civilisées » que l'Occident prétend défendre.

Sources

- <https://www.reuters.com/world/middle-east/us-forces-exit-iraq-after-two-decades-leaving-opening-iran-2026-09-29/>
- <https://www.stimson.org/2026/why-iran-backed-iraqi-armed-groups-are-hedging-on-disarmament/>
- <https://theconversation.com/topics/iran-1870>
- <https://carnegieendowment.org/research/2019/04/from-radical-to-rentier-islamism-the-case-of-iraqs-dawa-party>
- <https://www.crisisgroup.org/rpt/middle-east-north-africa/iraq/070-shiite-politics-iraq-role-supreme-council>
- <https://www.hudson.org/international-organizations/badr-organization-irans-oldest-proxy-iraq>
- <https://theconversation.com/iraqs-rushed-and-divisive-constitution-was-always-doomed-to-fail-85026>
- <https://www.lse.ac.uk/middleeastcentre/research/muhasasa-taifia>

- <https://nesa-center.org/csag-strategy-paper-irans-shadow-army-the-pmfs-growing-influence-in-iraq/>
- <https://understandingwar.org/research/middle-east/the-leadership-and-purpose-of-iraqs-popular-mobilization-forces/>
- <https://nepf.org.au/index.php/how-iraq-became-irans-cash-cow/>
- <https://www.reuters.com/world/middle-east/us-sanctions-iraqs-deputy-oil-minister-militias-over-iran-support-2026-05-07/>
- https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2024/129/article-A002-en.xml?tab_body=fulltext

<https://youtu.be/FZnpi9ZWYRQ>